

Yes he can, c'est maintenant : pourquoi le Obama 2015 n'a plus rien à voir avec celui qu'il a été pendant ses 6 premières années de mandat



Il n'a pas encore prononcé le traditionnel discours de l'Etat de l'Union que ses annonces font déjà trembler les Etats-Unis. Barack Obama s'apprête à lancer une vague de réformes inédites depuis son entrée à la Maison Blanche. Des promesses que le président américain assume enfin.

Avec Patrick
Chamorel

Atlantico : Fermeture annoncée de la prison de Guantanamo, rétablissement des relations avec Cuba, intensification de la confrontation contre Vladimir Poutine... Depuis plusieurs mois, Barack Obama prend des positions d'aucuns qualifient de courageuses comparativement aux six premières années de son mandat. Comment l'expliquer ?

Patrick Chamorel : Barack Obama n'est pas vraiment un "homme nouveau", ni peut-être même un président nouveau; mais il s'est adapté à un contexte politique :

- Après la Chambre des Représentants, c'est le Sénat qui est passé à son tour dans le camp républicain en 2014. Bien qu'il n'était pas candidat, Barack Obama a été la cible privilégiée de l'opposition, et a été sanctionné lors de ces élections en forme de referendum. Les Démocrates eux-mêmes avaient été contraints de faire campagne contre un Président impopulaire.

Barack Obama a surpris par son activisme, son audace et même sa vision depuis la sévère défaite électorale qu'il a enregistrée en Novembre dernier. Il a su saisir l'opportunité que lui offrait sa liberté retrouvée par rapport à son ex-majorité au Congrès. Pour transformer l'essai au regard de la postérité, il doit encore obtenir un accord nucléaire avec l'Iran, des traités de libre-échange avec l'Asie-Pacifique, et si possible l'Europe, et peser positivement sur un accord climatique à Paris en décembre prochain. En revanche, il léguera probablement à son successeur une situation incertaine dans la guerre contre Daech...et sur l'avenir des classes moyennes américaines. Ces enjeux seront au centre de la campagne présidentielle qui commence et qui va de plus en plus eclipser le président sortant.

Le président américain a quand même réussi à signer un accord sur le changement climatique avec la Chine et à normaliser les relations avec Cuba. A l'étranger, il est aussi très ferme, notamment avec la Russie. Ne prend-il pas trop de risques ?

peuvent laisser les marques les plus durables pour leur postérité. C'est aussi dans ce domaine que l'exécutif dispose des marges de manoeuvre juridiques et constitutionnelles les plus larges par rapport au législatif et au judiciaire, à un moment où l'assise partisane du président est fortement réduite, suite à leur érosion au cours des échéances électorales successives. Il n'est donc pas étonnant que Barack Obama ait choisi les deux dernières années de son mandat pour prendre des initiatives audacieuses et inattendues telles que le dégel diplomatique avec Cuba (qui restera à jamais à son bilan, à moins que le soufflet ne retombe rapidement), et du réchauffement climatique (accord avec la Chine). Sur ces dossiers, les controverses sont fortes, mais soutiens et critiques se comptent dans les deux partis.

La fermeté de Barack Obama vis-à-vis de la Russie s'explique par des raisons de politique intérieure -Obama a été très critiqué pour avoir été trop "mou" en politique étrangère, notamment dans les dossiers du Moyen-Orient mais aussi dans sa replique face à Daech... Et les Américains sont, en raison de la guerre froide, enclins à la méfiance vis-à-vis de la Russie. Cette fermeté s'explique aussi par la pression des pays américanophiles d'Europe de l'Est, membres de l'OTAN, et par le fait que l'Amérique est moins exposée que l'Europe aux conséquences politiques et économiques (exportations vers la Russie, importation d'énergie) d'une détérioration des relations avec la Russie. Il s'agit d'une posture géopolitique que seuls les Etats-Unis peuvent se permettre en tant qu'unique super-puissance. Un des risques principaux pour les Etats-Unis est de bénéficier d'une moindre coopération russe sur des dossiers comme le terrorisme et l'Iran. Un autre risque d'un excès de fermeté avec la Russie est de créer des tensions avec l'Europe de l'Ouest. Les Etats-Unis ont assez du problème russe, il n'est pas bon d'en ajouter un deuxième, celui de relations plus difficiles avec l'Europe, principale alliée des Etats-Unis dans le dossier russe et les autres.

Alors que le Président a perdu sa majorité au profit des républicains, comment ses relations avec le Congrès s'annoncent-elles ?

Paradoxalement, Barack Obama est aujourd'hui libéré de l'ancienne majorité démocrate au Congrès. Il n'a donc plus à composer, avant de prendre des initiatives, avec les multiples intérêts électoraux et corporatistes de son ancienne majorité. La vision d'ensemble du Président s'en trouve aussi plus forte et cohérente. A ce facteur essentiel s'ajoute une 2ème "libération" politique et électorale puisqu'il ne peut pas être candidat à sa propre succession. Les initiatives récentes annoncées par Obama (sur l'immigration, le climat, Cuba...) et qui seront détaillées dans son discours sur l'état de l'Union, sont un moyen, pour le Président, de continuer à exister politiquement à l'approche de la fin de son mandat et face à une majorité républicaine au Congrès ainsi que dans la plupart des 50 Etats.

De plus, la situation économique et de l'emploi s'est fortement améliorée au cours des trois dernières années, sans que les classes moyennes n'en ressentent tous les effets. D'où le paradoxe de l'impopularité d'Obama et de la défaite des Démocrates en 2014. Au même moment, les "riches" ont, eux, pleinement profité de la reprise économique, notamment de la hausse de la bourse.

Qu'en est-il de son action en termes de politique intérieure ?

La véritable confrontation partisane concerne effectivement les enjeux de politique intérieure, où le Congrès retrouve toute sa place. Certes, Barack Obama aurait pu choisir de donner au Congrès une dernière chance de légiférer sur l'immigration, plutôt que de choisir l'option des décrets. Mais il a cherché à souligner l'indécision du Congrès et les divisions des Républicains, ainsi qu'à signaler qu'il n'était pas encore mort politiquement. Dans le cas du pipeline Keystone, il a là aussi cherché à utiliser tous les moyens constitutionnels à sa disposition, en l'occurrence son droit de veto. Cette arme exige, pour être surmontée, de réunir contre elle la majorité considérable des 2/3 des parlementaires: une majorité de Démocrates suffit au Président pour l'emporter face aux Républicains et quelques alliés démocrates !

Barack Obama n'a donc pas à redouter les confrontations avec la majorité républicaine. S'il peut gagner contre les Républicains, il peut aussi gagner avec eux, contre son propre parti, auquel il n'est plus lié étroitement, du moins dans sa représentation au Congrès. C'est ce qui devrait se produire avec l'autorisation de ratifier les traités commerciaux. Obama souhaite fortement obtenir les moyens législatifs de ratifier les accords de libre-échange avec l'Asie-Pacifique et peut-être l'Europe, quitte à trouver l'essentiel de ses soutiens dans les rangs républicains (et à relativiser la priorité accordée à la réduction des inégalités, et peut-être même au niveau de vie des classes moyennes). L'annonce de hausses d'impôts sur les riches (surtout des plus-values au moment des successions) et les banques devraient aider Obama à faire "avaler" aux Démocrates et aux syndicats la "pilule" de la loi permettant de ratifier facilement les traités de libre-échange, d'abord avec 12 pays d'Asie-Pacifique, et peut-être plus tard avec l'Europe. Obama soutient qu'avec le traité de libre-échange avec l'Asie (qui implique aussi le Canada et le Mexique), il tient sa promesse électorale de 2008 de renégocier l'ALENA (NAFTA) de 1994. Peu sont dupes..